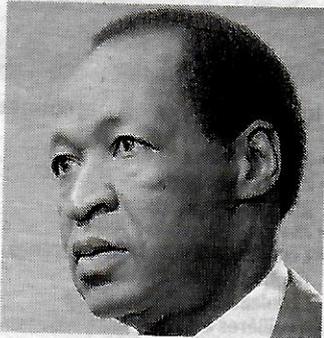


BURKINA-FASO Compaoré contesté

Le chef de l'État burkinabé, qui résiste depuis février à des mouvements de colère de ses soldats, est confronté à une nouvelle mutinerie de sa propre garde présidentielle. Des dizaines de soldats ont tiré en l'air et pillé des magasins de Ouagadougou. Blaise Compaoré est au pouvoir depuis vingt-quatre ans, et soutient son voisin Alassane Ouattara.



Le président burkinabé doit faire face aux mutineries.

(AFP)

burkina faso

Le chaos à Ouagadougou

Le couvre-feu a été instauré dans la capitale du Burkina Faso, suite à la furie des commerçants qui ont incendié hier plusieurs édifices publics pour protester contre les pillages des soldats mutins.

Le chef de l'État burkinabé avait tenté la veille de calmer la colère de ces soldats. Il avait dissous le gouvernement dirigé par le Premier ministre

Tertius Zongo et limogé le chef d'état-major des armées. Mais des soldats ont une nouvelle fois, dans la nuit de vendredi à samedi, tiré en l'air dans trois garnisons de Ouagadougou et pillé des magasins et boutiques dans plusieurs quartiers de la capitale, alors que le pouvoir est confronté depuis février à des révoltes de la population.

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi

Et voilà que maintenant « l'homme africain » s'en prend à l'un de nos préférés dans la région : le président burkinabé Blaise Compaoré. Celui-là ne risque pas d'être accusé de fraude électorale. Arrivé au pouvoir, en 1987, par un coup d'État, qui a coûté la vie à son prédécesseur et « frère » Thomas Sankara, il enchaîne les triomphes aux présidentielles. Exemple : plus de 80 % au premier tour en novembre dernier sans que Paris (ni l'ONU) trouve à y redire. Malgré une participation dérisoire et les protestations de plusieurs associations qui crient à la « mascarade ». Malgré un bilan contrasté : Compaoré dirige un pays classé 161^e sur 169 au classement de l'indice de développement humain de l'ONU. L'espérance de vie culmine à 54 ans. La scolarisation y est la plus faible du monde...

Depuis deux mois, pourtant, lycéens, étudiants, taxis, commerçants manifestent dans les rues. Les militaires s'y sont mis et pillent allègrement le pays tout en réclamant des hausses de traitement. Cet accès d'ingratitude ne peut laisser indifférents les stratèges de la politique africaine de la France. Qui tiennent Compaoré pour un allié essentiel. Un « sage » et un arbitre de la région, médiateur (malgré son attachement actif au premier) dans les relations entre nord et sud de la Côte d'Ivoire. Intime de chefs d'État comme naguère le boucher libérien Charles Taylor et aujourd'hui Kadhafi. Informateur pré-

cieux sur l'activisme des islamistes d'Aqmi au Mali comme au Niger. Orfèvre en matière de trafics (or, diamant, drogue) de la zone dont son pays est un carrefour florissant.

Invité d'honneur (deux ans après le Syrien Assad) au défilé militaire du 14-Juillet dernier, l'honnête Blaise est souvent reçu à l'Elysée. La dernière fois, en janvier.

Mais qu'ont-ils, ces Africains et ces Arabes de la rue, à agresser ainsi les amis de l'Elysée ? Pas assez entrés dans l'Histoire, ils trouvent peut-être que la France est suffisamment entrée dans la leur...

J.-F. J.

Le Point.

BURKINA FASO Le pays s'embrase

Sans être désespérée, la situation semble grave pour le chef de l'État du Burkina Faso, Blaise Compaoré (photo), 60 ans, dont vingt-quatre ans au pouvoir. Depuis les violentes manifestations de jeunes du 22 février à Koudougou (six morts), le calme n'a jamais duré bien longtemps dans le pays. Elèves, étudiants, syndicalistes, magistrats, commerçants et, maintenant, soldats manifestent les uns après les autres. Pis, le 14 avril, les mutins appartenaient à la garde

présidentielle qui logeait dans l'enceinte même de la résidence du chef de l'État. Ce dernier a dû quitter précipitamment Ouagadougou, tandis que ses soldats d'élite pillaient des magasins et incendiaient le domicile de son chef d'état-major particulier. Révolte et pillages se sont propagés comme des feux de brousse à Tenkodogo (est), Kaya (nord) et, surtout, à Pô, au sud, siège du centre d'entraînement des commandos parachutistes. C'est de là qu'en 1983 Compaoré et Thomas Sankara étaient partis pour renverser le président Ouédraogo ■ MIREILLE DUTEIL

